



Note de synthèse d'évaluation des KAPS, colocations étudiantes mises en œuvre par l'association AFEV

Joëlle Bordet, chercheuse, psychosociologue
Giuseppe Carollo, psychologue
Février 2018



Une évaluation qualitative des colocations étudiantes, les KAPS en coproduction avec les responsables nationaux de l'AFEV

Depuis huit ans l'AFEV a développé un pôle d'activités qui a pour objet la mise en place et l'animation de colocations étudiantes dans les quartiers populaires urbains. En cohérence avec son projet pédagogique et associatif, l'AFEV vise ainsi à favoriser une mixité sociale harmonieuse et un renforcement des liens entre les universités, les villes et les quartiers populaires. La création de ces colocations a pour but de contribuer à la démocratie et à créer les conditions d'implication et d'engagement des jeunes dans la vie de la Cité.

A l'issue de plusieurs années de travail et d'expérimentations, les responsables de l'AFEV soutenus par la MACIF ont souhaité que soit réalisée une évaluation nationale pour en tirer les enseignements, rendre lisibles les acquis de ces travaux et créer les conditions stratégiques de sa diffusion et de sa démultiplication à l'échelle de l'ensemble du territoire national. Les responsables de l'AFEV ont alors sollicité Mme Joëlle Bordet, chercheuse, psychosociologue au Département Économie et Sciences Humaines du CSTB (Centre Scientifique et Technique du Bâtiment). Les travaux de recherche-intervention réalisés par Mme Bordet ont permis d'interroger, d'analyser et de comprendre ces expérimentations des KAPS par une approche conceptuelle à la fois d'une psychosociologie de la jeunesse et d'une anthropologie urbaine des quartiers populaires.

Le choix fait par les chercheurs, Mme Joëlle Bordet et M. Giuseppe Carollo et les responsables de l'AFEV, a été de mener des analyses qualitatives de plusieurs KAPS dans différents contextes, de construire une compréhension partagée de ces colocations étudiantes, de ce qu'elles représentent comme lieu de vie et d'expériences sociales pour les jeunes étudiants Kapseurs, mais aussi pour leur environnement social et institutionnel.

Afin de réaliser ces objectifs, six sites d'analyse et de référence d'étude sur trois ans ont été choisis par les responsables de l'AFEV : Poitiers et Rennes en 2015, Nantes et Toulouse en 2016, Grenoble et Villeurbanne et Lyon en 2017.

Nous avons été accueillis et introduits par les équipes locales de l'AFEV pour pouvoir réaliser ces évaluations. Nous avons centré nos analyses sur les KAPS et leur environnement social et institutionnel, mais nous n'avons pas étudié le travail et le fonctionnement de l'AFEV sur ce pôle d'activités. L'implication des professionnels de l'AFEV au plan local et national a permis de réaliser au mieux ces objectifs et nous souhaitons en tirer les enseignements pour renforcer et démultiplier cette expérimentation fortement caractérisée par l'Éducation populaire. Ainsi, nous avons visé à définir, à nommer, à décrire les KAPS et à comprendre ce que ces expérimentations produisent comme dynamiques de changement pour les jeunes Kapseurs, pour les habitants et les professionnels de l'environnement local, pour les partenaires institutionnels et politiques.

Les chercheurs ont réalisé sur chaque site des entretiens semi-directifs individuels et collectifs des jeunes étudiants Kapseurs, des habitants du voisinage et impliqués dans des projets communs avec les Kapseurs, des professionnels actifs dans les quartiers où sont implantées les colocations étudiantes, et les responsables institutionnels et politiques parties prenantes de la mise en place et de la mise en œuvre de ces colocations étudiantes.

Voici l'échantillon des entretiens réalisés par site :

Sites	Kapseurs	Maîtres d'ouvrage	Maîtres d'œuvre	Habitants
Poitiers	12	2	2	3
Rennes	23	5	2	10
Nantes	27	5	5	3
Toulouse	33	5	5	14
Lyon	22	5	4	3
Grenoble	26	3	4	4
TOTAL	143	25	22	37

Les entretiens semi-directifs ont été réalisés à partir des grilles d'entretien suivantes, elles ont visé à favoriser l'expression de l'ensemble des personnes impliquées dans ces expérimentations en prenant en compte les différences de rôles, de places et de responsabilités dans une perspective à la fois ouverte et précise en fonction des interrogations déjà formulées par les responsables de l'AFEV, et des enjeux de la jeunesse et des rapports sociaux et urbains dans les quartiers populaires. M. Giuseppe Carollo, par sa présence dans les colocations étudiantes et par l'accueil des Kapseurs, a mené un travail d'observation participante et de dialogue avec les Kapseurs qui a permis de contextualiser les entretiens réalisés et d'enrichir les analyses menées.

De façon complémentaire à ces entretiens, nous avons demandé aux jeunes étudiants Kapseurs de remplir des cartes du quartier et de la ville en indiquant leurs usages des espaces à l'échelle du quartier, de la ville, dans une proximité de leur lieu d'études.

Tous les entretiens ont été retranscrits et analysés dans leur intégralité en fonction de grilles d'analyse visant à classer par thème l'ensemble du contenu des entretiens. Les cartes ont elles aussi fait l'objet d'analyses et de cartes de synthèse. Ces travaux permettent de traduire au plus près les réalités vécues des KAPS, leurs conditions d'immersion dans les quartiers populaires et l'inscription institutionnelle et politique des KAPS.

Des rapports de synthèse réalisés chaque année ont permis de rendre compte de ces « traductions », de les partager avec les professionnels de l'AFEV dans des réunions nationales et d'en tirer les enseignements. Leur communication au niveau local a permis aux responsables des sites de prendre connaissance des entretiens, des cartes et de leurs analyses et d'en tirer les enseignements pour l'action locale et le développement de leur activité. Les échanges et les réflexions menés en particulier avec M. Christophe Paris, Eunice Mandago-Lunetta et Élise Renaudin ont permis d'en tirer les enseignements stratégiques pour renforcer ces KAPS et leur développement pour les années futures.

Cette note de synthèse a pour but de présenter ces réflexions, ces analyses partagées pour rendre compte des acquis et des limites des KAPS en fonction des buts énoncés et de proposer des perspectives stratégiques et méthodologiques à ces expérimentations dans le cadre de l'AFEV.

Principaux enseignements de l'évaluation pouvant être pris en compte pour renforcer et développer les KAPS à l'échelle nationale

1. Une expérience d'autonomie et d'implication sociale pour les jeunes étudiants Kapseurs

Devenir Kapseur, un processus en lien avec le contrat passé avec l'AFEV

L'analyse des entretiens et des questionnaires montre que de nombreux jeunes qui habitent les KAPS sont d'origine populaire et des classes moyennes ; nombre d'entre eux sont boursiers. Ils sont souvent issus de milieu périurbain rural ou des quartiers d'habitat social. Initialement, beaucoup d'entre eux choisissent de postuler pour ces colocations étudiantes pour des raisons économiques en accord avec leurs parents. Pour la plupart, la dimension d'engagement explicite n'est pas énoncée initialement, mais pour ceux qui ont connaissance des KAPS par d'autres étudiants, vivre en KAPS est perçu comme une expérience innovante, source d'implications sociales.

Ces motivations initiales évoluent au fur et à mesure de l'expérience et du contact avec l'AFEV. Le contrat relatif à l'implication dans le voisinage par les responsables de l'AFEV est intégré comme une donnée par la plupart des Kapseurs et constitue une autorisation à s'impliquer dans la vie sociale. Pour beaucoup d'entre eux c'est une découverte, c'est une autre ouverture au monde et à la possibilité de se sentir « utile » socialement.

En lien avec nos travaux relatifs à l'autonomie des jeunes et aux modes de socialisation, nous faisons l'hypothèse que nombre de ces jeunes dans leur processus de socialisation correspondent à l'idéal type que nous avons nommé « l'émancipation individualiste ». Je fais référence là aux travaux de Richard Sennett où il différencie l'autonomie de l'indépendance. En effet, selon cet auteur, l'autonomie suppose de pouvoir tisser des liens avec les autres en solidarité, là où l'indépendance suppose de s'individualiser sur un mode beaucoup plus solitaire et de mise en concurrence avec les autres¹.

De nombreux jeunes, pour échapper à l'emprise de leur milieu de vie d'origine et pour réussir par le travail, s'éloignent à l'adolescence de leurs amis proches et s'enferment dans une certaine solitude pour réussir. Nous faisons l'hypothèse que ce contrat avec l'AFEV et l'accès à un statut social leur confèrent une légitimité qui leur permet de s'ouvrir autrement à leur environnement et leur permet de se découvrir davantage comme « être social ». Nous avons découvert le même processus quand nous avons interviewé des jeunes inscrits dans le dispositif du Service civique.

Les entretiens avec les jeunes des colocations étudiantes de l'AFEV ont mis à jour l'importance de ce statut de Kapseurs. Ils y font tous référence et expliquent comment ils ont fait des démarches par rapport à son usage : faut-il se présenter comme Kapseur pour se faire reconnaître et construire une légitimité à son intervention ou faut-il au contraire être

¹ Richard Sennett. *Respect. De la dignité des hommes dans un monde d'inégalité*. Albin Michel, 2003.

un habitant comme les autres pour s'insérer ? Autant de questionnements et d'attitudes qui leur permettent de s'approprier l'intérêt et les limites d'un statut social.

Devenir habitant dans le cadre d'une expérience collective

Les situations d'observation participante vécues par l'équipe d'enquêtes et leur rédaction montrent sur l'ensemble des colocations étudiantes des dynamiques de partage et une sorte d'apprentissage à vivre ensemble. Dans la plupart des cas, il ne s'agit pas d'une colocation strictement fonctionnelle mais d'un partage à la fois d'un lieu et d'un environnement. En cela les Kapseurs habitent leur logement. Nous faisons là référence aux travaux de psychosociologie de Jacqueline Palmade qui différencie la fonction de se loger d'habiter².

Pour beaucoup de jeunes, cette expérience de Kapseur leur permet de découvrir pour eux-mêmes, de façon autonome des parents, ce que signifie être habitant. Le contrat passé avec l'AFEV d'une implication sociale leur permet de créer un autre rapport à l'environnement social même si cette mise en œuvre peut être différente selon les dynamiques des colocations, leur insertion locale et leur rapport avec les professionnels de proximité. En référence aux travaux menés par les psychosociologues au CSTB³, être habitant au sens réel et symbolique constitue une des modalités centrale pour faire partie de la Cité et se reconnaître comme citoyen.

L'ensemble de ces analyses montre tout l'intérêt de cette expérience de l'AFEV dans un but d'Education populaire. Etre habitant est une médiation très importante pour que les jeunes adultes, par leur implication et la découverte de l'environnement, deviennent citoyen de la Cité. Nos travaux à propos de la jeunesse montrent qu'aujourd'hui c'est grâce à l'expérience et à son accompagnement que les jeunes adultes peuvent s'ouvrir au monde et à l'engagement pour se sentir acteur du monde. « Les adolescents ne naissent pas démocrates, ils peuvent le devenir », objet du livre écrit avec Philippe Gutton, psychanalyste, nous a permis de mettre en lumière comment des expériences comme celle des Kapseurs est importante pour nourrir et faire vivre nos idéaux démocratiques⁴. C'est un enjeu clef pour notre avenir collectif. Nous pensons que ces dimensions de ce projet en termes d'accueil de ces jeunes dans une perspective démocratique et d'apprentissage du rôle d'habitant sont trop sous-estimées, pas suffisamment énoncées comme étant porteur de valeur en lui-même. Cette relative invisibilité de ces dimensions par l'AFEV mais surtout par la maîtrise d'ouvrage fragilise le projet et contribue à ces difficultés de pérennisation.

Cette expérience d'habitants Kapseurs se révèle cependant très différente selon qu'ils habitent en colocation étudiante, en habitat diffus ou en résidence de colocations étudiantes

² Bernard Salignon, *Qu'est-ce qu'habiter ?*, Editions de La Villette, 2010.

³ Michel Bonetti, *Habiter : le bricolage imaginaire de l'espace*, Desclée de Brouwer, 1994.

⁴ Philippe Gutton, Joëlle Bordet, *Adolescence et idéal démocratique. Accueillir les jeunes des quartiers populaires*, Editions Inpress, 2014.

Lors de ces trois années d'évaluation, nous avons étudié deux habitats différents proposés par l'AFEV, l'un consiste à créer des colocations étudiantes dans des appartements en habitat diffus, dans des quartiers populaires, c'est la situation de Rennes, Poitiers, Villeurbanne et Nantes, l'autre consiste comme à Toulouse, Grenoble et Oullins à créer des résidences de colocations étudiantes dans les quartiers populaires urbains. Elles hébergent un nombre conséquent d'étudiants au même endroit, 70 à Toulouse, 50 à Grenoble, 30 à Oullins en quartier populaire. Leur emplacement est très important pour leur dynamique d'insertion dans le voisinage.

Dans ces deux situations d'habitat, les jeunes vivent une expérience d'habitant tout à fait différente. Dans le cadre de l'habitat diffus, les jeunes, de fait, doivent se situer par rapport à leur environnement proche et par rapport à leurs voisins. Les entretiens montrent que beaucoup d'entre eux sont intéressés par cette situation de voisinage et qu'ils situent leur engagement dans cette immersion et cette reconnaissance par le voisinage de proximité. C'est ainsi que pour se faire reconnaître ils développent des activités avec les enfants ou les personnes âgées. Beaucoup d'entre eux, dans cette situation, tâtonnent, expérimentent le statut d'habitant, sont-ils des habitants comme les autres ou doivent-ils se présenter comme Kapseurs ? Cette inscription quasi nominale dans leur environnement proche les intéresse. La participation à des projets plus institués à l'échelle du quartier, majoritairement les intéresse moins car ils ne « souhaitent pas être instrumentalisés » et souhaitent avoir leur propre initiative. Cependant pour certains d'entre eux cette expérience est un peu sans filet et il n'est pas toujours facile pour l'AFEV d'inventer les modalités d'accompagnement de ces jeunes habitants en milieu diffus.

Habiter dans la résidence étudiante de l'AFEV constitue une toute autre expérience. Les entretiens montrent un très grand investissement pour nombre d'entre eux pour la communauté de vie des Kapseurs. C'est une vie joyeuse, de nombreux échanges et visites entre les Kapseurs se développent et contribuent à cette expérience d'un type communautaire spécifique. Outre la vie dans le logement, la vie dans les parties communes de la résidence constitue un gros enjeu de cette habitation d'étudiants.

L'implication dans des projets institués par les équipements sociaux et éducatifs n'ouvre pas une position d'immersion et de tâtonnement concernant le voisinage mais permet de belles réalisations collectives au service des habitants. Cette communauté de vie en lien avec l'environnement proche crée une démarche protectrice qui peut aussi constituer un acquis pour favoriser la rencontre avec les quartiers populaires et ses habitants, la résidence constitue alors un espace transitionnel entre la ville, l'université et le quartier populaire et invite à une autre expérience d'habitant.

Explorer ces différentes approches de l'habitat, ce qu'elles permettent par rapport à l'expérience d'être habitant pour ces jeunes, nous semble important pour l'AFEV dans son positionnement et son dialogue avec ses partenaires qu'il s'agisse de l'université ou de la municipalité ou des bailleurs sociaux, mais aussi au plan de l'accueil et de l'accompagnement pédagogique.

Dans les deux cas étudiés, l'échelle de référence d'insertion en termes d'habitat est le quartier. L'AFEV a mis en place des KAPS dans les quartiers populaires pour favoriser l'engagement des jeunes auprès des habitants et de la vie sociale des quartiers. Plusieurs

personnes interviewées qu'il s'agisse d'élus, de professionnels de la maîtrise d'ouvrage en particulier les responsables du développement, ou de responsables universitaires reconnaissent ce choix et sont intéressées par ce que cela produit dans l'environnement.

Initialement un consensus idéologique a validé ce choix d'insertion et d'action à l'échelle des quartiers : les bailleurs sociaux en particulier, parfois les élus, ont souhaité « une reconquête » des quartiers par la mixité sociale, pour redonner de la qualité au quartier et favoriser ainsi l'installation de nouvelles populations en particulier des classes moyennes. Dans cette perspective, la possibilité d'accueillir des jeunes étudiants extérieurs au quartier et plutôt issus de classe moyenne a de fait correspondu aux choix idéologiques en cours.

L'évaluation permet de rendre compte de ces choix et de cette expérimentation par l'AFEV mais aussi par l'ensemble des responsables institutionnels et politiques impliqués dans ces approches politiques et idéologiques. Nous pensons qu'il existe un écart entre ces motivations, ces représentations initiales, et les processus produits. Ces colocations étudiantes n'ont pas rendu en soi plus facile la mixité sociale de ces quartiers, parfois les résidences ont contribué à renforcer les cristallisations sociales, en particulier avec les jeunes les plus « fixés » dans le quartier.

Ainsi à Toulouse et à Grenoble, les choix d'implantation de ces résidences sont interrogeables. A Toulouse, le contrôle du territoire par le deal est très important, des incursions de personnes étrangères dues aux rapports tendus avec la police créent, selon nous, une situation d'insécurité latente pour les étudiants et tendent à construire une représentation « hors du droit commun » pour ces jeunes de la vie, en particulier celle des jeunes de ces quartiers populaires. A Grenoble, l'implantation aux abords du quartier historique de Mistral cristallise les difficultés des rapports d'inclusion et de reconnaissance entre le quartier et la ville, ceci se traduit par des actes d'agressions et de vandalisme sur la résidence. Ces dynamiques locales doivent être prises en compte davantage dans les choix initiaux avec les bailleurs sociaux et les responsables politiques. La vacance de logements et le souhait de mixité sociale ne suffisent pas à créer les conditions bénéfiques pour la vie de ces résidences étudiantes.

Un acquis central de ces KAPS est de constituer une expérience sociale et d'autonomie très importante pour les jeunes eux-mêmes et pour notre vie démocratique.

Propositions méthodologiques pour valoriser et accompagner cette expérience vécue par les Kapseurs

Valoriser, rendre lisible, partager l'expérience vécue des Kapseurs

L'expérimentation des KAPS n'a pas pour seule fonction de contribuer aux liens sociaux et à la vie commune des quartiers populaires. Elle a une valeur d'éducation populaire, elle contribue à ce que les jeunes deviennent des habitants impliqués dans leur environnement social. Ce choix de créer ces colocations étudiantes dans les quartiers populaires nécessite chez les jeunes un effort d'adaptation et d'altérité à l'autre. Se faire accepter comme habitant en étant étudiant extérieur au quartier constitue un enjeu en soi et suppose une réflexion et la construction d'une hospitalité spécifique⁵.

⁵ Jacques Derrida, *De l'hospitalité*, Calmann-Lévy, 1997.

Nous proposons que ce regard sur les KAPS soit davantage développé et explicité par l'AFEV auprès de ses partenaires mais aussi de l'action publique et des médias. Le contenu des entretiens des Kapseurs réalisés dans cette évaluation constitue un matériel de référence très intéressant à ce propos. La référence centrale à la Politique de la ville et l'absence de Politique de la jeunesse au plan national n'aident pas à valoriser ces caractéristiques dans une perspective de droit commun, pourtant il est important de donner à cette expérimentation toute sa valeur en soi d'éducation populaire pour tous.

Renforcer l'accompagnement pédagogique des KAPS et des jeunes qui y habitent

Nous n'avons pas fait d'analyse systématique des conditions d'accueil et d'accompagnement pédagogique des Kapseurs mené par les équipes de l'AFEV sur les sites. Les propositions que nous faisons dans cette note résultent de l'analyse des entretiens des Kapseurs et des partenaires de proximité de l'AFEV.

L'équipe pédagogique des KAPS est constituée de jeunes ayant le statut de Service civique, de chargés de mission spécifique et des directions locales de l'AFEV. La complémentarité de ces trois rôles et ces trois statuts est très intéressante mais elle suppose une vigilance pour que chaque partie concernée ait un lien direct avec les Kapseurs. Parce qu'ils ont un âge à peu près identique avec les Kapseurs et des parcours souvent proches, les jeunes en Service civique ne peuvent pas être dans des rapports d'autorité, leur présence et leur dialogue avec les Kapseurs sont très importants pour exercer une attention à ce qui se passe et le prendre en compte avec les chargés de mission et la direction de l'AFEV. La création de ces conditions de dialogue avec les Kapseurs suppose des moments d'échanges informels mais aussi institués avec ces derniers. L'attention au moment de départ et d'arrivée des nouveaux Kapseurs est particulièrement importante.

Afin de favoriser l'appropriation de la vie du quartier et d'établir des liens sur des bases explicites avec les acteurs du quartier, accueillir les jeunes Kapseurs et leur faire « visiter » le quartier sont des modalités de l'hospitalité très importantes. Il ne s'agit pas seulement de se promener dans le quartier mais de créer une dynamique de découverte et d'implication potentielle dans l'espace urbain, auprès des habitants et des partenaires locaux. Des démarches pédagogiques comme « l'évaluation en marchant » définies par les chercheurs du CSTB peuvent servir d'acquis de référence pour les concevoir et les réaliser.

Un suivi et une connaissance des démarches faites par les jeunes dans le quartier auprès des habitants en particulier de voisinage peuvent ne pas être vécus comme un contrôle mais au contraire comme une aide et une reconnaissance. Le soutien aux initiatives, favoriser leur lisibilité et analyser leurs effets dans la vie sociale du quartier constitue un sujet en soi car cette culture pédagogique de l'analyse n'est pas très développée dans la culture de l'AFEV plus centrée sur l'action, l'engagement et sa production. Les liaisons en cours de développement avec les UFR de Sciences de l'éducation ou d'urbanisme et de développement social local et la reconnaissance des expériences des Kapseurs peuvent y contribuer.

Nous avons un point de vue plutôt critique sur les méthodologies de projet car elles ont souvent produit des positions défensives ou de surplomb sur l'environnement mais aussi les habitants qui y vivent. L'analyse des effets produits à partir de ces méthodologies a tendance à « corseter » les initiatives et à intégrer difficilement ce qu'elles produisent. Nous soutenons davantage les postures d'immersion dans une perspective d'anthropologie urbaine. C'est le choix que nous avons fait pour nous-mêmes, il y a longtemps, pour transformer les risques de surplomb pédagogique. Ceci suppose de ne pas être *a priori* dans la maîtrise de l'action mais plutôt de prioriser les méthodes et les postures réflexives sur l'action produite. Cette approche est très appropriée aux jeunes Kapseurs vivant dans l'habitat diffus, car elle permet de rendre lisible et d'analyser leur vécu d'habitant et ce qu'ils créent dans les rapports de voisinage avec les autres habitants.

L'inscription dans des projets institués par les bailleurs sociaux, ou les professionnels des centres sociaux ou des associations locales de proximité suppose de partager davantage une culture de projet fortement développée chez les professionnels de l'animation aujourd'hui. Dans des quartiers en habitat diffus, et surtout dans les résidences, il est important que les Kapseurs puissent s'impliquer et participer à des projets institués du quartier. Un équilibre est à trouver par les Kapseurs avec les équipes de l'AFEV entre ces dynamiques instituant et instituées pour définir et tenir une place dans la vie du quartier. Ceci suppose un accompagnement pédagogique.

2. S'inscrire dans l'environnement, devenir un acteur du lien social en lien avec les partenariats d'intervention de proximité

Les Kapseurs, un facteur de réassurance à l'échelle des unités de voisinage ?

L'analyse des entretiens des habitants montre qu'ils connaissent souvent les Kapseurs à l'échelle de leur unité de voisinage, ils les croisent, les observent en train de jouer avec les enfants ; parfois ils les connaissent davantage parce qu'ils ont parlé ensemble ou ces derniers les ont aidés. Parfois, lorsque les habitants se définissent par leur implication dans des projets construits en lien avec les institutions, ils identifient les Kapseurs par leur participation aux projets du quartier. Ce point de vue est cependant plus minoritaire.

Dans la plupart des entretiens, le regard des habitants sur les Kapseurs est positif, ils savent souvent qu'ils sont de passage pour quelques mois et qu'ils sont étudiants. Même si les Kapseurs insistent beaucoup dans les entretiens pour être pris pour des « habitants comme les autres », en réalité ils sont souvent bien acceptés mais les habitants savent qu'ils ne sont pas là à long terme et parfois attendent les nouveaux venus. D'une certaine façon, les Kapseurs font partie « du paysage » et en constituent des éléments familiers.

Notre connaissance des quartiers populaires et des processus de retrait des habitants donne de l'importance à ce résultat. Cela signifie que, malgré les stigmatisations de ces quartiers, nombre de ces quartiers ne sont pas des « zones de non-droit ou des ghettos » mais qu'il est possible de venir y vivre quelques mois et de s'y faire reconnaître. Ainsi, nous pensons que les Kapseurs constituent une figure venue de l'extérieur, ils n'ont pas vocation à être intégrés mais ils ne sont pas rejetés. Dans les entretiens, il n'est pas fait référence à des affrontements avec les jeunes qui « fixent » le quartier ; nous pouvons penser que les Kapseurs évitent le contact avec eux et qu'ils ne représentent pas un enjeu. Il pourrait y en avoir s'ils étaient consommateurs de drogue et que les jeunes du quartier deviennent ceux qui les approvisionnent mais nous n'avons pas eu connaissance de telles situations.

Compte tenu de la dynamique actuelle de beaucoup de quartiers populaires et de l'intensification à la fois des sentiments d'insécurité et de suspicion vécus par les habitants, il est important d'analyser en quoi et comment la présence des jeunes étudiants contribue à la réassurance de la vie collective et des rapports sociaux. Nos analyses montrent un bilan contrasté à ce propos en fonction des modes d'habitat choisi et des quartiers où ils sont implantés.

Les colocations d'étudiants en habitat diffus sont souvent implantées soit dans des quartiers tranquilles plutôt caractérisés par des difficultés de dynamisme collectif, soit dans des quartiers actifs où les affrontements avec la police peuvent exister mais où une vie collective et associative est développée depuis plusieurs années. Dans ces quartiers, les KAPS deviennent pour la plupart des lieux repères et intégrés ; de par leur présence, ils contribuent à la tranquillité du quartier.

Cependant, l'analyse des entretiens montre qu'ils ont un rôle plus ou moins actif dans la vie du quartier. Plusieurs facteurs y contribuent : les dynamiques déjà à l'œuvre entre les habitants, l'accueil des professionnels de proximité à la fois des bailleurs sociaux mais aussi du développement social local, de l'accueil et de l'accompagnement par les professionnels de l'AFEV, et les dynamiques des Kapseurs eux-mêmes. L'inscription dans la succession des précédents Kapseurs joue un rôle à ce propos. Les liaisons à effectuer par l'AFEV sont importantes alors.

Ainsi, dans tous les cas, ces colocations ne semblent pas constituer des facteurs de trouble, dans la plupart des cas étudiés, au mieux elles sont un facteur de réassurance collective.

Nos travaux menés pendant plusieurs années sur ce thème montrent l'importance d'un tel enjeu. Les facteurs d'équilibre d'un quartier sont souvent androgènes, ils tiennent à l'histoire du quartier, à son mode de traitement en particulier en termes de peuplement par les bailleurs sociaux, aux caractéristiques sociodémographique du quartier, aux modes d'intervention de l'action publique, en particulier les forces de sécurité publique. Les transformations actuelles dues aux politiques de mixité sociale montrent que des sous-ensembles de repli, à l'échelle de groupe d'immeubles, peuvent constituer un enjeu important à propos de ces équilibres. Les entretiens avec les professionnels de proximité nous ont montré que le choix de ces implantations de ces colocations étudiantes prenait en compte de façon différenciée ces enjeux d'équilibre du quartier, la motivation des bailleurs sociaux constitue un facteur central, selon qu'il s'agissait prioritairement de régler une vacance de logement, ou de favoriser le dynamisme du quartier et les liens sociaux. Les deux motivations peuvent bien sûr se combiner. Dans les choix d'implantation par l'AFEV, il est important d'explorer ces motivations et leur combinaison.

Les analyses des entretiens des Kapseurs, en particulier, nous ont montré que déjà se faire reconnaître et accepter dans le voisinage constitue un enjeu important pour eux et pour leurs voisins, l'émergence d'une demande en tant que telle portée par des habitants est très rare, il s'agit plutôt d'opportunité et d'initiatives des Kapseurs. En cela développer des contacts et des activités auprès des enfants et des personnes âgées, soit les publics les plus disponibles et les plus fragiles en termes de socialisation, représente une option pertinente des Kapseurs pour contribuer à l'équilibre des quartiers.

Nombre de travaux de sociologues ont montré qu'une des causes principales des sentiments d'insécurité dans les quartiers populaires repose sur des antagonismes intergénérationnels ; ainsi les personnes âgées sont très antagonistes avec les adolescents et plus encore les jeunes adultes « fixes » dans le quartier ; un signe de tranquillité d'un quartier est la présence des enfants dans l'espace public du quartier. En cela la capacité des Kapseurs, en tant que jeunes adultes à développer des jeux avec les enfants, contribue à ces dynamiques de réassurance collective⁶. Malheureusement, les acquis dans ce domaine, depuis la suppression de la Police de proximité et le renforcement des approches techniques sécuritaires, ont rendu quasi inaudibles ces enjeux de réassurance collective et les facteurs anthropologiques qui y contribuent. De fait l'AFEV, de par le choix d'immersion des Kapseurs dans les quartiers, au plus près des unités de voisinage, contribue à l'équilibre intergénérationnel de ces sous-ensembles de ces quartiers populaires et à la réassurance collective des habitants.

L'analyse du rôle des résidences KAPS concernant la réassurance collective et les sentiments de sécurité nous a rendus plus perplexes. A Toulouse, la résidence est implantée dans un quartier très tendu en matière de sécurité à cause des pratiques de proximité des dealers. La police intervient régulièrement dans des confrontations souvent violentes avec les jeunes dealers en grande proximité de la résidence. Cependant l'implication des jeunes de la résidence dans les activités locales avec d'autres associations contribue à maintenir une activité publique dans le quartier, reconnue par les habitants. L'enjeu principal dans ce cas est de prévenir et d'évaluer les situations d'insécurité vécues par les jeunes de la résidence. A Grenoble, la résidence KAPS a fait l'objet d'agression grave par l'attaque par une voiture bélier. La situation de la résidence est en bordure du quartier, les Kapseurs fréquentent peu le quartier sauf pour des activités instituées, en particulier l'accompagnement individualisé de la scolarité dans les familles mis en place par l'AFEV ; la résidence a constitué un point de cristallisation pour les jeunes du quartier. Les jeunes Kapseurs participent peu aux dynamiques sociales et à la réassurance des habitants car ils fréquentent peu quotidiennement le quartier.

Une présence active des Kapseurs par des actions et des projets à l'échelle des quartiers en lien avec les partenariats locaux de proximité

L'implication des jeunes Kapseurs dans les projets à l'échelle du quartier, une dynamique positive pour la vie du quartier et l'accès à de nouvelles compétences pour les Kapseurs

L'ensemble des entretiens fait référence à la volonté de participer aux projets mis en place à l'échelle du quartier. C'est une orientation générale de l'AFEV pour laquelle des formations à la méthodologie de projet ont été mises en place. Dans les entretiens nous trouvons peu de référence à ces formations, quant à la réalisation de projet, elle est très différente selon la dynamique des sites.

⁶ Joëlle Bordet, Bernard Champagne, *La réassurance collective des habitants*, Revue internationale de psychosociologie.

A Rennes, le développement social urbain et les dynamiques de projet sont coordonnés par des agents de développement social ; à Poitiers, à Nantes, il n'existe pas le même dispositif et la même orientation d'intervention. A Rennes, la coopération entre les agents de développement et les professionnels des bailleurs sociaux permet davantage d'accueillir les Kapseurs à l'échelle du quartier et dans une stratégie partagée ; à Poitiers les Kapseurs ont davantage pour référents les bailleurs sociaux et sont davantage sollicités sur des projets ponctuels ; à Nantes, les Kapseurs sont connus des associations locales mais ils prennent beaucoup d'initiatives par eux-mêmes. Les possibilités d'insertion des Kapseurs dans les projets à l'échelle du quartier dépendent à la fois de ces dynamiques locales partenariales et du positionnement des Kapseurs. A Toulouse, les Kapseurs sont étroitement associés à la vie des associations locales, ils ont eu même leur local en pied d'immeubles avec les autres associations. A Grenoble, les jeunes sont encouragés à prendre des initiatives mais ils sont à distance du voisinage quotidien et il existe peu d'activités instituées sauf quelques-unes avec l'équipement du Plateau. A l'échelle du quartier, la présence dans les familles par l'accompagnement scolaire permet une insertion. A Villeurbanne, les jeunes étudiants sont très investis dans la proximité du voisinage mais ils sont peu dans des activités instituées par des partenaires.

Lorsque les Kapseurs sont associés à des projets institués même de façon parfois modeste, parce qu'ils ne sont pas si disponibles en termes de temps, ils soulignent que cela leur a permis de dépasser leur implication dans l'unité de voisinage et de découvrir la dynamique générale du quartier, ils ont aussi rencontré des habitants participant à la vie du quartier et soucieux de celui-ci. Cette implication dans des projets à l'échelle du quartier modifie leurs représentations, leur permet d'appréhender les dimensions plus institutionnelles de la vie du quartier. Nous pensons que cette approche du quartier à cette échelle et dans sa dynamique de participation des habitants devrait être davantage portée par les professionnels de l'AFEV en coopération avec les acteurs locaux. Ainsi un accueil dès l'arrivée des Kapseurs pour découvrir le quartier et ses dynamiques devrait avoir lieu plus systématiquement. Cet accueil n'est pas antinomique avec la volonté de l'AFEV que ces jeunes puissent développer des initiatives. Cela leur permettrait de se situer dans un ensemble plus défini dont ils pourraient mieux comprendre les dynamiques institutionnelles et participatives.

L'analyse des enquêtes montre que les Kapseurs développent principalement des démarches de rencontre, des activités et des moments d'accueil des habitants. Ce ne sont pas des projets au sens du développement social local. Ils s'inscrivent dans certains d'entre eux, en effet ceux-ci supposent d'être étayés sur des diagnostics, sur des orientations de changement, sur des capacités à être évalués parce qu'ils ont une temporalité relativement longue. Les Kapseurs, de par leurs caractéristiques, ne peuvent pas eux-mêmes être porteurs de telles démarches, ils peuvent y participer ponctuellement. Cependant, leur dynamique d'immersion, leur façon de se faire reconnaître, les activités et les moments d'accueil qu'ils développent sont très importants et supposent des technicités souvent plus proches des professions d'animateurs. Le projet vise alors à ne pas plaquer des activités mais à ce qu'elles soient inscrites dans une dynamique sociale. Les Kapseurs, de par leur position d'immersion et de reconnaissance locale, inscrivent nécessairement leurs activités dans le milieu local. Ces travaux des Kapseurs pourraient faire l'objet d'un travail d'analyse et de méthodologie, cela pourrait concourir à leur donner davantage de compétences nécessaires

dans les métiers de travail social et d'animation ; les démarches de reconnaissance de ces acquis dans le cadre universitaire ou des écoles de formation, en cours actuellement à Nantes, s'inscrivent dans cette perspective.

Des combinaisons différentes entre les activités instituées et instituanes selon les modes d'habitat et les rapports avec les partenariats de proximité

Lors des enquêtes et de leurs analyses menées dans le cadre de l'habitat diffus, nous avons montré que l'effort des Kapseurs porte beaucoup sur leur insertion dans le voisinage et qu'ils visent à développer des rencontres et des micro-projets caractérisés par des dynamiques adaptatives et instituanes. Dans ce contexte, ils ont moins investi les démarches instituées en lien avec des partenaires du quartier et ont exprimé parfois la peur d'être instrumentalisés par les institutions et leurs représentants.

Certains Kapseurs ont ainsi créé des liens de confiance par des dynamiques intergénérationnelles, d'autres ont, malgré des tentatives, eu des difficultés pour se faire reconnaître et se sont davantage repliés dans leur logement.

Le dialogue avec les partenaires, en particulier les décideurs stratégiques de l'AFEV, nous a montré des difficultés à identifier ces démarches instituanes plus qu'instituées qui souvent caractérisent la posture d'immersion au sens anthropologique. Le cadre de référence de l'AFEV est davantage celui du projet, de l'activité et de la conduite de l'activité, cela limite ses capacités à identifier ces postures d'immersion, les activités plus spontanées, résultantes d'une implication de proximité. Les difficultés de reconnaissance de ces activités par les acteurs institués laissent une grande marge d'initiative aux Kapseurs dans le cadre de l'habitat diffus mais ne permettent pas aux institutions, dont l'AFEV, de réintégrer les acquis de ces activités. Notre difficulté lors de l'évaluation pour rencontrer les habitants en lien avec les Kapseurs est symptomatique de cet enjeu.

A Toulouse et à Grenoble, en résidence, les Kapseurs participent à des projets institués soit par l'AFEV, soit par des partenaires locaux. Ainsi ils sont impliqués dans l'accompagnement scolaire dans des familles du quartier mis en place par l'AFEV, et dans la réalisation d'activités solidaires ayant des thèmes multiples sociaux, éducatif, de respect de l'environnement proposés par plusieurs structures socioéducatives du quartier. Cela fait partie du « contrat » initial avec l'AFEV. C'est une démarche tout à fait différente qui permet à l'AFEV et à ses partenaires de piloter et de rendre facilement lisible cette participation des jeunes à la vie du quartier et de ses habitants. Ce sont aussi des médiations de rencontre plus sécurisantes pour les jeunes eux-mêmes, mais il ne semble pas qu'elles aient été à l'origine de démarches de rencontres et d'activités plus spontanées et plus instituanes.

Aujourd'hui, il existe un risque pour tous les acteurs publics intervenant dans ces quartiers de favoriser les activités instituées auprès des habitants et d'être moins inclus et au service des dynamiques habitantes. La participation des habitants se réalise alors dans un espace formel dont les thèmes peuvent être intéressants mais qui n'émergent pas aussi spontanément de la vie du quartier. L'orientation actuelle de la commande publique contribue beaucoup à cette évolution car elle permet de mesurer, d'identifier les actions et les coûts de façon préalable à l'activité. Nous connaissons cependant de nouvelles formes d'action collective et de réseau d'acteurs qui visent, au contraire, à favoriser le développement de communauté de vie et à se mettre à son service.

Cependant l'analyse des entretiens à Toulouse de la maîtrise d'œuvre et les quatre entretiens réalisés auprès d'habitants montrent que ces activités instituées dans le contexte de l'immeuble du Petit Varese demandent aux Kapseurs un gros effort d'adaptation et d'implication pour être reconnus. L'accompagnement pédagogique nous paraît important, ainsi des débriefings réguliers collectifs permettraient de mieux prendre conscience des démarches qu'ils mènent et de reconnaissance de leur environnement.

Le choix des acteurs locaux de créer les conditions pour que les associations puissent se renforcer, qu'elles soient internes ou externes au quartier, constitue un point d'appui et inscrit les KAPS dans un environnement collectif. Ce choix de participer au renforcement des forces endogènes du quartier nécessite aussi des dynamiques instituant par une adaptation au contexte. Rendre lisible cette approche aux Kapseurs peut, peut-être, contribuer à ce qu'ils situent les problèmes de sécurité dans un contexte socio-urbain et ainsi de mieux en comprendre les significations. Le rapport à la religion, dans ce contexte l'Islam, et à ses pratiques, a été très peu abordé. Dans le contexte, compte tenu de la présence des mosquées et des évolutions actuelles, il pourrait être intéressant d'aborder avec les Kapseurs ce qu'ils observent, ce qu'ils en pensent et en quoi cela est une caractéristique de l'environnement où ils interviennent.

Il nous semble important pour l'AFEV que, dans tous les cas, elle puisse être en capacité d'articuler, de favoriser des démarches instituant et instituées par les Kapseurs et de valoriser les démarches d'adaptation et de reconnaissance par les acteurs et les habitants des quartiers. En effet, un positionnement essentiellement institué ne favorise pas les initiatives spontanées ni la découverte de l'environnement de façon sensible, à l'inverse un positionnement principalement instituant ne permet pas de rendre lisibles la présence et l'action des Kapseurs sur le territoire à la fois pour eux-mêmes et pour les partenaires, l'accompagnement pédagogique et les possibilités de dépasser des situations complexes avec le voisinage sont alors très difficiles. Créer cette articulation entre dynamiques instituant et instituées relève de chaque site car les possibilités ne sont pas les mêmes selon les modes d'habitat, les implantations, mais aussi les dynamiques et les compétences des équipes locales ; c'est cependant un enjeu pour tous. L'exercice collectif d'analyse, de traduction peut favoriser une dynamique réflexive intéressante pour le Kapseur et lui permettre de donner des significations à cette nouvelle expérience.

L'inscription de l'AFEV dans les partenariats de proximité favorise la reconnaissance des Kapseurs par les partenaires locaux.

L'analyse des entretiens des professionnels montre une grande diversité à propos de leurs attentes du rôle des Kapseurs dans cette présence de voisinage : certains d'entre eux ont une vision technique de la médiation et souhaiteraient que les Kapseurs réalisent des projets déjà circonscrits tels l'ouverture de salle de proximité, ou la réalisation de fêtes déjà programmées, et ne reconnaissent pas cette démarche d'immersion et ce souhait de ne pas anticiper ce qu'elle va produire comme liens et comme action, d'autres au contraire ont des stratégies d'accompagnement des Kapseurs pour favoriser l'ouverture du quartier par la rencontre avec les habitants. Tous les responsables interviewés visent à ce que l'implantation des colocations étudiantes soit un facteur positif pour les capacités à vivre ensemble dans le groupe d'immeubles considéré et souhaitent que les Kapseurs aient une

fonction de médiation. Cependant, ils n'ont pas la même approche de la médiation, référence très présente de façon énoncée ou implicite par les professionnels de proximité. Ceci interroge les rapports avec l'AFEV car il y a là de fait une attente instrumentale quasi professionnelle chez certains professionnels de proximité. Lorsque la demande instrumentale est forte, elle est source de tensions avec les Kapseurs qui revendiquent leur autonomie et leur capacité d'initiative. Reconnaître le rôle qu'ils tiennent dans la modestie de leur temps d'intervention et de formation permettrait de résoudre ces tensions, l'identification de leur rôle positif dans les dynamiques intergénérationnelles au sein de l'unité de voisinage ou de leur contribution à l'ouverture vers l'extérieur pourrait ouvrir un autre dialogue dans certaines situations.

Il est à noter que l'alliance de travail entre les professionnels du développement social local et les agents de proximité des bailleurs sociaux facilite la reconnaissance d'une approche stratégique du rôle des colocations étudiantes de l'AFEV et permet de se dégager d'une approche plus technique et instrumentale. Nous pensons que ce dégagement est possible car il ne s'agit pas alors de trouver des solutions immédiates à des situations conflictuelles ou de replis mais d'avoir une prise en compte du territoire nécessitant une analyse complexe. L'intervention des Kapseurs devient alors une des modalités de cette stratégie de travail à l'échelle à la fois des unités de voisinage et du quartier.

La notion de partenariat de proximité n'est pas facile à cerner car aujourd'hui les KAPS sont identifiés comme des actions et non pas comme des organisateurs sociaux définis à moyen terme comme des acteurs stratégiques du développement. Ceci entraîne des confusions entre les rapports entre maîtrise d'œuvre et maîtrise d'ouvrage.

Plusieurs développeurs et élus interviewés ont suggéré de donner moins d'importance à la présence et à l'immersion dans les quartiers populaires au plus près de là où les habitants vivent au quotidien. Certains pensent que les KAPS pourraient être plus hors sol, en fonction des possibilités des bailleurs et des conditions de protection. Les Kapseurs seraient moins immergés dans la vie habitante mais pourraient être associés à des projets transversaux en particulier portés par les missions jeunesse à l'échelle de la ville, ils seraient co-partenaires de projets ou d'axes thématiques associant d'autres jeunes et interviendraient à d'autres échelles urbaines. Nos travaux relatifs à cette approche montrent comment des jeunes impliqués à ces échelles en coproduction avec d'autres jeunes développent et découvrent de nouvelles citoyennetés à l'échelle de la ville et d'autres façons d'influencer la vie sociale et politique. Nous pensons que dans la dynamique de transversalité des Politiques pour la jeunesse cette approche a toute sa valeur mais elle conduit à une tout autre expérience sociale et d'engagement pour les Kapseurs. Dans cette perspective, l'habitat et le rapport au voisinage ont beaucoup moins d'importance, l'expérience est davantage citoyenne et à l'échelle de la ville.

L'exemple de Nantes nous semble significatif à ce propos. Les entretiens réalisés auprès des acteurs de la maîtrise d'ouvrage ont montré que les interlocuteurs proposés pour les interviews, en particulier chez les bailleurs et à la CAF, ne sont pas des décideurs stratégiques mais des cadres intermédiaires chargés de mission et de la responsabilité du « dossier KAPS ». Ils ont une vision très positive de ce travail au travers des rapports d'activités et des comités de suivi et des relations avec les responsables de l'AFEV, mais ils

connaissent peu les effets sociaux sur les sites et disent très peu communiquer auprès des responsables stratégiques à propos de ce dossier. Ils valident l'action des KAPS auprès de leur direction.

Les acteurs de la maîtrise d'œuvre connaissent mieux ces effets sociaux mais ce thème n'est pas construit comme objet de travail et d'échanges au sein de réunions partenariales de proximité. Les acteurs de proximité ont des liens avec les Kapseurs et connaissent ce qu'ils font par les habitants ou par les actions qu'ils mènent ensemble mais il n'y a pas d'analyse collective à ce propos.

La clarification des rapports entre maîtrise d'œuvre (les institutions et acteurs de proximité en lien avec les habitants) et maîtrise d'ouvrage (les responsables stratégiques et politiques) constitue toujours un enjeu du développement local. La reconnaissance des acteurs de l'AFEV dans ces deux instances, en fonction des responsabilités, favoriserait une reconnaissance des KAPS comme organisateur social stratégique et partenaire de l'action.

Rendre plus lisible l'inscription des KAPS dans les dynamiques sociales et éducatives du quartier auprès des partenariats de proximité et des Kapseurs

La reconnaissance des Kapseurs et de leurs actions dépend des liens de coopération tissés par les acteurs de l'AFEV avec les acteurs locaux de proximité et de la mémoire des actions produites par les Kapseurs. Comme nous l'avons indiqué précédemment, nous pensons que la méthodologie de projet ne peut pas rendre compte et favoriser la reconnaissance de l'inscription quotidienne dans des rapports sociaux et des activités instituant. De nombreuses autres méthodes peuvent être mises place : carnets de bord, zoom sur des lieux et des moments précis, identification des habitants avec lesquels ils se sont tissés des liens, événements pour rendre lisibles pour les partenaires et les habitants de moments de vie et d'activités avec les Kapseurs. Ces productions permettraient à la fois une valorisation, une visibilité de la présence et de l'action des KAPS au sein du quartier et auprès de la maîtrise d'ouvrage. Cela permettrait aux Kapseurs d'avoir une connaissance plus précise de la position qu'ils tiennent et de ce qu'ils produisent dans les rapports sociaux.

L'analyse montre que selon les contextes et les modes d'habitat, les jeunes Kapseurs développent des activités instituant souvent à proximité par l'expérience du voisinage et/ou s'inscrivent dans des activités instituées au sein du quartier souvent avec les partenaires locaux. Les deux dynamiques sont complémentaires et construisent des expériences différentes et des rapports différents avec l'environnement. L'équilibre entre les deux est important et est à construire en lien avec l'équipe pédagogique de l'AFEV. Ceci suppose un suivi et des réflexions collectives avec les Kapseurs au-delà de l'accueil dans le logement et de la gestion locative. Dans tous les sites où nous sommes allés, nous avons constaté que les équipes de l'AFEV n'avaient pas qu'une fonction minimaliste et fonctionnaliste mais connaissaient et étaient très intéressées par l'action quotidienne des Kapseurs dans leur environnement.

Dans une stratégie de développement des KAPS, il serait intéressant de collecter ces travaux et d'avoir avec les responsables du développement à l'AFEV une réflexion continue sur les acquis des KAPS existants, leur inscription dans les sites locaux, les possibilités et les difficultés rencontrées. Ce travail d'analyse et de recueils de données au plus près du vécu

quotidien peut être important dans un contexte stratégique et financier aussi tendu qu'aujourd'hui.

3. Les KAPS, un facteur d'inclusion des étudiants dans la ville et dans les quartiers populaires, un acteur de la transformation des ségrégations urbaines et sociales

Une des caractéristiques très intéressantes des KAPS est d'être pour les jeunes étudiants des lieux de vie et d'habitat à la charnière du quartier, de la ville et de l'université. Les KAPS peuvent constituer des espaces transitionnels. Le jeune Kapseur, selon les moments de sa vie et de ses investissements, peut être habitant d'un quartier populaire, citoyen de la ville et étudiant. Cette possibilité d'exercer ces différents rôles de façon complémentaire contribue à ce qu'il devienne démocrate car c'est dans l'expérience de la diversité et de la complémentarité des rôles que chacun découvre et expérimente la démocratie. Identifier les KAPS dans cette perspective ouvre de nouvelles possibilités pédagogiques et de valorisation de l'expérience des KAPS. Ceci suppose pour l'AFEV d'identifier dans son projet cette notion d'espace transitionnel et de favoriser ces liaisons avec l'université, la ville et le quartier. Créer ces liaisons en termes de projet institutionnel et pédagogique permet d'incarner de façon conceptuelle et concrète cette intention de créer de la mixité sociale. Plus les KAPS et les Kapseurs s'identifieront, se reconnaîtront comme citoyen, étudiant et habitant du quartier populaire et circuleront entre ces identifications, plus ils produiront des passages, des transitions et contribueront à transformer les ségrégations. Les jeunes, de par leur dynamique en mouvement, peuvent facilement mettre en œuvre ces processus. Conçues ainsi, ces expérimentations contribuent à lutter contre les ségrégations et à enrichir la démocratie.

L'analyse des cartes, à ce propos, est intéressante car ces transitionnalités résultent des rapports d'usage et d'appropriation des espaces sociaux et urbains. Selon les quartiers, les rapports créés par les Kapseurs avec eux, la proximité physique, l'offre de la ville, les modes d'appropriation et d'investissement par les jeunes Kapseurs sont très différents. Ces dynamiques ne peuvent pas seulement être définies par des accords institutionnels mais dépendent des dimensions physiques et structurelles des territoires. L'attention apportée au choix d'implantation est très importante à ce propos mais aussi l'accompagnement pédagogique des Kapseurs pour qu'ils puissent s'approprier, investir de façon dynamique ces différents rôles et ces différents espaces. Il est important dans le dialogue avec les partenaires d'insister sur les dimensions éducatives et citoyennes du projet de l'AFEV par rapport aux étudiants et sur l'intérêt de ces lieux intermédiaires, transitionnels pour lutter contre les ségrégations et les replis dans l'entre-soi. Dans cette perspective, le projet de l'AFEV participe au développement d'une démocratie inclusive.

Les trois dimensions développées ci-dessous contribuent à une vision stratégique d'une démocratie inclusive et de dynamiques transitionnelles à l'échelle de la ville :

- a. L'habitat des Kapseurs dans le quartier populaire peut devenir transitionnel avec la Cité si les jeunes vivent dans un environnement de proximité relativement serein. Nous savons que dans maints quartiers populaires, les situations sur l'espace public interne aux quartiers se dégradent. L'intensification de la domination territoriale par les activités illégales y contribue. Cependant, ces réalités sont très différentes selon les

quartiers populaires urbains et à l'intérieur même des quartiers. Il serait nécessaire d'implanter ces résidences dans des espaces porteurs d'enjeux sociaux mais pas dominés de façon massive par l'économie parallèle ou par des fermetures communautaires religieuses. Des liens peuvent être alors tissés entre le quartier, la ville et l'université. Les jeunes Kapseurs peuvent devenir « passeurs » pour les autres étudiants et les inviter à des événements culturels dans les quartiers où ils vivent. Ainsi le choix fait à Nantes de loger des Kapseurs, jeunes habitants du quartier porteurs de projet et des jeunes étudiants extérieurs au quartier est significatif de possibilités de passage entre les jeunes. Penser les KAPS comme des espaces transitionnels modifie le projet pédagogique de l'AFEV dans la vie quotidienne des KAPS. Initier des projets entre la Cité, l'université et le quartier ouvre à d'autres dynamiques et d'autres perspectives.

- b. L'inscription dans la ville constitue un autre enjeu en lieu avec l'environnement proche et l'université. Les étudiants sont à la fois des usagers et des citoyens de la ville. Ils sont nombreux et constituent un public important pour la vie de la Cité. Nombre d'entre eux sont venus vivre dans la ville ou dans la métropole pour venir faire leurs études. L'étude des Kapseurs nous a montré que c'est la situation de nombre d'entre eux. L'analyse des entretiens des élus et des responsables locaux montre des attentes et des représentations très différentes par rapport à l'AFEV et aux Kapseurs selon la constitution des politiques pour la jeunesse et leur dynamisme, et selon les dynamiques urbaines et sociales inclusives des quartiers populaires urbains dans la ville. A Nantes, l'élu en charge de la jeunesse mais aussi celui en charge du logement et de la vie étudiante ont marqué un grand intérêt pour l'engagement éducatif de l'AFEV et pour l'existence des KAPS. Ils en connaissent bien la définition et le mode d'intervention mais pas vraiment les effets sur l'environnement proche. L'orientation soutenue par l'élu à la jeunesse vise à ouvrir au maximum les quartiers sur la ville et de développer des capacités d'initiatives avec les jeunes sur les quartiers dans une dynamique de coordination par les pépinières de la jeunesse. Il pense que l'AFEV dans cette perspective importante est un des acteurs de la jeunesse. C'est pourquoi il apporte un réel intérêt à l'insertion de proximité mais il souhaite aussi l'investissement de l'AFEV dans des axes transversaux comme l'égalité entre les hommes et les femmes. Cette position de l'AFEV par rapport à la municipalité constitue un enjeu stratégique intéressant pour son développement. A Toulouse, l'entretien avec l'élu à la jeunesse a montré un réel intérêt pour l'AFEV mais l'entretien n'a pas permis d'identifier une réelle politique de jeunesse au sens politique et stratégique, mais plutôt un soutien à des actions. L'AFEV est repérée dans ce cadre. La connaissance du quartier du Mirail et des situations vécues par la résidence étudiante est assez faible car l'élu fait d'abord référence à l'élu du quartier. Les responsables du développement et de la Politique de la ville ont une connaissance approfondie mais ne sont pas des responsables concernant la jeunesse.
- c. Les liens avec l'université constituent aussi un enjeu important de l'identité Kapseur, la possibilité de faire part de cette expérience de Kapseur et de cet engagement aux autres étudiants peut à la fois promouvoir cette expérience et contribuer à une prise de conscience pour le Kapseur de ce qu'il vit et de la portée de cet engagement. Ceci suppose des temps institués pour que ces jeunes puissent transmettre et mettre au dialogue cette expérience. La reconnaissance de l'AFEV et de son rôle dans la vie et dans

le cursus des étudiants sont très différents selon les universités, leur histoire et leur inscription dans les dynamiques citoyennes. A Nantes, il n'existe pas de lien initié entre l'université et les implantations d'habitat des Kapseurs. Le responsable reconnaît l'intérêt de l'AFEV et ses qualités en tant qu'association inscrite et reconnue dans le champ universitaire mais ne lui porte pas un intérêt particulier. Il ne souhaite pas que l'université devienne un campus fermé et souhaite une insertion urbaine des étudiants, mais il n'a pas d'intérêt pour la dimension d'engagement citoyen de l'AFEV. Sur le plan de la reconnaissance et la valorisation des acquis de l'activité menée par les étudiants dans les cursus universitaires, ce responsable universitaire est très prudent, cependant l'AFEV a déjà mené des réflexions avec des UFR de sciences sociales et d'urbanisme pour identifier des compétences et les valoriser dans les cursus universitaires. A Toulouse, la dynamique est très différente. Le projet initial de création de l'université du Mirail avait l'ambition de créer un lien organique et dynamique avec le quartier de la Reynerie. Les évolutions urbaines et sociales n'ont pas permis de réaliser de façon sereine cet enjeu. Cependant, malgré des réticences de plus en plus importantes de par le personnel universitaire d'être « associé » au quartier du Mirail et de la Reynerie, ce souhait de ne pas tourner le dos au quartier et de créer des liens dynamiques n'a pas disparu. Le responsable rencontré, sociologue et chargé du réaménagement de l'université, l'a affirmé et nous a montré à travers l'analyse socio-urbaine ce qui est difficile et ce qui lui semble possible.

Il accorde un grand intérêt aux associations, en particulier à l'AFEV et à ses formes d'engagement dans les quartiers. Il est inquiet de la situation de fermeture, des limites des transformations urbaines mises en œuvre et de l'ampleur prise par la domination territoriale des dealers sur le quartier à proximité de l'université. Il estime qu'il partage la responsabilité et souhaite un renforcement du travail sur ce point avec les développeurs, les responsables locaux avec ceux de l'AFEV dans le cadre du comité de pilotage. Il souhaite que l'AFEV trouve sa place dans le cadre de la vie associative interne à l'université et espère que les locaux partagés entre les associations vont y contribuer. Il accorde un grand intérêt à la validation des acquis déjà à l'œuvre et souhaite que cela fasse évoluer les rapports au savoir et aux acquisitions. Il dit cependant être confronté à des réticences de la part de certains collègues mais aussi d'étudiants visant plus la performance.

Ces deux positions universitaires montrent qu'elles sont le résultat de position idéologique, politique mais aussi de l'histoire locale des universités. Dans les entretiens, nous n'avons pas rencontré de responsables universitaires à Rennes et à Poitiers, nous n'avons donc pas connaissance de leur avis.

Penser les KAPS comme des espaces transitionnels entre le quartier, la ville et l'université

Comme nous l'avons développé précédemment, penser les KAPS comme des espaces transitionnels peut contribuer à la transformation des ségrégations urbaines et sociales et à l'implication démocratique des jeunes. Ceci est possible à la condition que les KAPS ne deviennent pas des structures « hors sol ». Il existe une évolution dans les politiques jeunesse ; au nom de la mixité sociale, certains élus visent à favoriser les mobilités et les actions communes entre les jeunes quel que soit le lieu où ils habitent, ces actions sont alors thématiques et transversales à l'échelle de la ville. Cette approche est intéressante si en même temps est maintenue par la ville une présence active au plus près de tous les jeunes

vivant dans les quartiers populaires dont les jeunes les plus en marge des circulations et « fixes » dans les quartiers, souvent en confrontation avec la Police.

Il existe aujourd'hui une transformation des modes de ségrégation sociale et territoriale. Certains jeunes des quartiers populaires ont accès à la ville, à ses offres et à ses circulations ; ces axes transversaux des politiques jeunesse s'adressent à eux ainsi qu'à tous les jeunes de la ville. Dans cette perspective, le public des Kapseurs est particulièrement intéressant car il établit des liaisons physiques entre la ville et les quartiers populaires. D'autres jeunes, les plus fixés et en rupture sociale, sont d'abord confrontés aux réponses sécuritaires. L'AFEV ne peut pas transformer ces évolutions mais il est important de prendre en compte ces transformations.

La notion de quartier populaire comme une entité homogène existe beaucoup moins, cependant continuer à partager des projets collectifs à l'intérieur des quartiers avec les associations et les structures impliquées sur ces territoires où avec les voisinages est une caractéristique importante des KAPS. Les entretiens des Kapseurs montrent que l'expérience sociale offerte par cette expérimentation de l'AFEV est de rencontrer des milieux sociaux populaires et de s'impliquer auprès d'eux. Les analyses ont montré que selon l'habitat diffus ou les résidences, cette expérience sociale est très différente mais dans ce que nous avons analysé elle n'est pas hors sol car elle s'inscrit dans la dynamique locale de ces quartiers et de ceux qui y vivent. Participer à des axes transversaux impliquant des jeunes à l'échelle de la ville est intéressant mais ne peut pas se substituer aux expériences d'immersion et d'activités menées au plus près de là où ils habitent au sein des quartiers populaires. Les KAPS sont des espaces transitionnels si les jeunes vivent des statuts, des rôles mais aussi des expériences sociales différentes.

4. Les KAPS ne relèvent pas du champ des projets/actions ponctuels mais sont des « organisateurs sociaux » qui s'inscrivent dans des dynamiques de développement urbaines

Une reconnaissance des KAPS comme une « action sociale et militante » par les responsables institutionnels

Les responsables institutionnels, en particulier les élus interviewés, identifient les KAPS comme des actions sociales et ne reconnaissent pas suffisamment la dimension de l'habitat. Les KAPS constituent un dispositif d'habitat complexe, l'AFEV est l'organisme garant de cet habitat pour les étudiants. En cela l'AFEV joue un rôle d'accueil et d'animation d'un habitat spécifique au même titre que les FJT, certaines résidences sociales ou les fédérations de création de logements intermédiaires pour les jeunes comme la fédération relais.

Cette absence d'identification de l'habitat et des responsabilités engagées par l'AFEV est en partie le résultat des positions initiales prises par l'AFEV et dans sa façon de présenter les KAPS. L'AFEV met en lumière principalement son engagement militant pour favoriser l'engagement des jeunes dans la vie de la Cité et la mixité sociale avec les quartiers populaires. L'habitat est initialement envisagé comme une fonctionnalité, les dimensions de l'investissement dans l'habitat, au sens de l'habiter n'étaient pas un élément culturel de l'AFEV.

Alors que les KAPS constituent un dispositif lourd comme toutes les structures de logement qui supposent une pérennité, leur reconnaissance limitée à l'action sociale et militante les

rend fragiles et dépendants du système d'acteurs stratégiques et du rapport avec les bailleurs sociaux.

Les entretiens ont montré qu'il existe souvent un écart entre l'intérêt des bailleurs sociaux à accueillir des KAPS et les motivations de l'AFEV. En effet, pour les bailleurs sociaux le projet des KAPS est reconnu dans sa dimension sociale mais n'est pas conçu comme un axe stratégique de développement. Dans certains sites, les bailleurs sociaux créent des résidences étudiantes sans prendre en compte les acquis de l'expérience partagée avec les KAPS, dans d'autres, il se sépare de l'AFEV et réintègre en leur sein la résidence étudiante. Les dimensions d'insertion et d'implication ne sont pas alors prises en compte. Nous pensons que cette situation est dommageable pour tous car elle ne permet pas à l'AFEV une suffisante reconnaissance et sécurité et parce qu'elle prive les bailleurs sociaux de la dimension d'accueil de la jeunesse.

Cette situation est le produit d'une absence de choix stratégique de développer en France de façon importante du logement intermédiaire pour les jeunes comme support d'insertion et d'accès à la citoyenneté.

Cette trop faible reconnaissance des KAPS et cette position idéologique partagée sur la mixité sociale entre l'AFEV et ses partenaires ne permettent pas d'étudier et d'anticiper suffisamment les conséquences des choix d'implantation des KAPS en particulier des résidences. La vacance de logements est de fait une dimension objective de ce choix qui ne peut qu'être prise en compte. Par contre, penser que l'implantation d'une résidence étudiante puisse favoriser une reconquête urbaine pour valoriser et faire venir des classes moyennes est un leurre. Implanter une résidence étudiante est un facteur de risque et pas de temporisation des rapports sociaux dans les liens avec les habitants du quartier. Les résidences de Toulouse et de Grenoble sont significatives de ces difficultés. L'implantation de KAPS en habitat diffus présente moins de difficultés mais suppose aussi d'être bien étudiée pour réellement favoriser des dynamiques sociales avec les habitants.

Il est important de mettre en place des diagnostics pour étudier l'implantation des résidences en mettant en perspective plusieurs possibilités, en rendant lisibles pour l'ensemble des décideurs les motivations à implanter ces structures d'habitat des jeunes.

Les KAPS, un organisateur social complexe, facteur de développement

Les analyses menées pendant trois ans et sur six sites permettent de mieux définir les KAPS. C'est un organisateur complexe car il assure plusieurs fonctions : l'habitat des jeunes, un soutien au lien social et à la dynamique collective de la vie des quartiers populaires, la création de liens et parfois d'activités entre l'université et la Cité. Selon les villes, les types d'habitat, l'accompagnement pédagogique de l'AFEV, ces trois fonctions sont tenues et se combinent différemment mais elles sont à l'œuvre sur tous les sites.

Pour pouvoir se développer et trouver son identité en fonction des réalités locales, un organisateur social qui accueille les jeunes étudiants a besoin d'une pérennité et d'une reconnaissance de son utilité sociale par les responsables institutionnels et politiques locaux. Nous savons qu'aujourd'hui tous les organisateurs sociaux à proximité des habitants, combinant des dynamiques instituées et instituantes, sont fragilisés par cette difficulté de créer les conditions de pérennité ; la reconduction des subventions annuelles, la fragilité des emplois salariés insécurisent les associations d'intervention sociale. Les KAPS, parce qu'il s'agit d'habitat, offrent des caractéristiques d'une plus grande pérennité. Leur

reconnaissance comme organisateur social doit pouvoir contribuer à assurer leur pérennité en prenant en compte l'ensemble des dimensions qui les constituent.

Ils doivent donc être institués par des responsables institutionnels et politiques. Nous pensons que la décision de création de KAPS relève des responsables de l'université, de la ville et des bailleurs sociaux, seules les conditions opérationnelles relèvent d'une relation duelle entre l'AFEV et les KAPS. Dans les sites que nous avons étudiés il existe de grandes différences selon les coopérations institutionnelles locales et le type d'habitat développé. La création des résidences mobilise davantage des partenariats complexes, alors que l'habitat diffus résulte davantage de relations duelles entre le bailleur et l'AFEV. Il nous semble que dans les deux cas il est important qu'ils soient créés par des partenariats complexes.

Ces organisateurs sont aussi des lieux de vie collective, de découvertes et d'implication dans la vie des quartiers populaires. Les jeunes étudiants s'y impliquent beaucoup. Il pourrait être intéressant de créer un Comité de Kapseurs, référent pour l'AFEV mais aussi impliqué auprès des partenaires locaux. Il existe un équilibre nécessaire entre le soutien et l'encouragement aux initiatives des Kapseurs et l'institutionnalisation de ces dynamiques. Un Comité de Kapseurs pourrait contribuer à rendre plus lisibles et plus visibles ces initiatives avec les habitants, contribuer au relais entre les différentes générations de Kapseurs et avoir un dialogue continu avec l'équipe de l'AFEV et ses responsables.

Mettre en œuvre des partenariats stratégiques au niveau local pour favoriser la création des KAPS et créer leurs conditions de pérennisation

Les entretiens avec les bailleurs sociaux montrent que cette expérience peut ne pas être pérenne en particulier pour les KAPS en habitat diffus, elle pourrait donc être mise en danger ou devenir une variable d'ajustement. A l'inverse, la remise en cause de résidences étudiantes est difficile même si leur lieu d'implantation pose problème.

Notre expérience concernant la Politique de la Ville et le développement social urbain nous amène à penser que pérenniser et développer ces colocations étudiantes dans ces conditions d'habitat ne peut pas relever d'accord duel entre l'AFEV et les bailleurs sociaux mais doit mobiliser une maîtrise d'ouvrage concertée. Il faudrait que l'AFEV valorise les résultats du travail produit et s'engage au plan local dans un positionnement plus stratégique au-delà de la mise en œuvre d'un dispositif d'actions. Ce serait important de pouvoir à la fois mobiliser les responsables stratégiques de l'Université, de la Ville, en particulier la Politique de la Ville, les bailleurs sociaux et de créer une capacité d'accompagnement stratégique de ce programme. Au niveau national, cette expérience relève à la fois du CGET, de la Jeunesse et des Universités. Compte tenu de la faiblesse actuelle des programmes interministériels, est-ce crédible une interpellation au niveau national, c'est à étudier. Nous souhaitons que cette évaluation puisse y contribuer.

Une telle proposition suppose aussi au plan local un travail plus important des responsables de l'AFEV pour rendre compte dans les instances de maîtrise d'œuvre et de maîtrise d'ouvrage de ce que sont les KAPS, de ce que vivent les Kapseurs et de leur implication auprès des habitants et dans les projets locaux. Ceci suppose un accompagnement renforcé des Kapseurs pour rendre plus lisible ce qu'ils produisent, de le partager davantage dans des coordinations locales en particulier celles des missions jeunesse ou de l'animation ou par des événements à l'initiative de l'AFEV. Actuellement, cette expérience dépasse trop peu l'échelle des unités de voisinage en lien avec des professionnels de proximité, la position

d'organisateur social entre l'Université, la Ville et les quartiers populaires doit faire l'objet de davantage de réflexion et doit être rendue lisible.

Réaliser de tels objectifs suppose la création de nouveaux outils méthodologiques

La réalisation d'un diagnostic initial pour implanter des KAPS suppose de pouvoir prendre en compte plusieurs dimensions : les conditions de sécurité des étudiants, les caractéristiques des Kapseurs (étudiants, jeunes travailleurs, jeunes des quartiers porteurs de projets), les possibilités d'implication locale dans des dynamiques instituant et instituées, les caractéristiques urbaines et de l'habitat proposé. Il serait intéressant d'envisager plusieurs lieux possibles et d'indiquer pour chacun ses difficultés et ses possibilités. La maîtrise d'ouvrage pourrait prendre ainsi collectivement la responsabilité du lieu d'implantation des KAPS.

Les représentants des bailleurs sociaux ont parfois fait référence à des difficultés avec les Kapseurs concernant des impayés de loyer, ou de remise en état à la sortie du logement mais de façon mineure. Il est clair pour eux que ces difficultés ne peuvent pas se régler dans une relation duelle entre eux et l'étudiant locataire mais implique de fait l'AFEV. Nous n'avons peut-être pas suffisamment exploré cet enjeu. Il nous semble important que les responsabilités de chacun soient bien identifiées et de fait l'AFEV est garante de ce bon fonctionnement pour le bailleur. Il s'agit donc bien d'une maîtrise d'œuvre partagée, des outils comme des chartes peuvent être très utiles pour réaliser cet objectif.

Créer des outils de mémoire et de suivi de la vie des KAPS en coopération avec les Kapseurs. Ceci peut favoriser la transmission entre les Kapseurs mais aussi au sein des équipes de l'AFEV en particulier les Services civiques. Un dispositif de réunions régulières, la mise en place de Comité de Kapseurs sont des propositions pour réaliser cet objectif. Il ne s'agit pas de limiter l'initiative mais de l'accompagner et de la valoriser. Ceci peut faire partie du contrat initial avec les Kapseurs, voire négocié avec l'université en termes d'acquis de compétences.

Créer des outils de communication qui identifient, valorisent les KAPS et permettent à d'autres acteurs sociaux de connaître cette invention collective à la charnière de l'Education populaire, de l'habitat et de la citoyenneté urbaine. Nous savons que l'AFEV développe cette communication. Elle peut être à destination d'un grand public mais elle peut être aussi plus spécialisée. Il existe actuellement et dans les années futures une demande pour créer des résidences étudiantes en milieu urbain. Les bailleurs sociaux, les universités, les Villes, parfois les promoteurs et les urbanistes sont mobilisés pour réaliser cet objectif. Il serait intéressant d'identifier en quoi les KAPS confèrent à l'AFEV une expertise qu'elle peut valoriser auprès de ces systèmes d'acteurs.

5. Les savoir-faire appris par l'AFEV, au plan local et national lui permettent d'être un acteur du champ de l'action publique sur « le logement des jeunes »

Aujourd'hui le champ du « logement des jeunes » en France est très diversifié, des associations comme celles des Foyers de jeunes travailleurs ou celle des foyers d'hébergement pour les jeunes en grande précarité ainsi que ceux fédérés par la Fondation

de l'Abbé Pierre ont une grande expérience de l'accueil des jeunes et de leur accompagnement pour devenir habitant et soutenir leur insertion professionnelle. Actuellement, il existe une grande demande de logements pour les étudiants, et des résidences étudiantes sont en construction en lien avec les CROUS et les structures locales comme celles des métropoles.

L'expérience des Kaps créés par l'AFEV est spécifique car venir habiter dans les Kaps suppose un engagement explicite par rapport à la vie du quartier et son développement. Cependant, les acteurs de l'AFEV dans ce contexte ont développé une nouvelle culture collective qui peut être importante pour les autres acteurs du champ du logement des jeunes. La résidence de Grenoble nous a beaucoup intéressés à ce propos. En effet, en lien avec la municipalité de Grenoble et un grand élu de cette ville, Jean Philippe Delmotte, l'AFEV a conçu un programme architectural spécifique à ces colocations étudiantes en résidence. L'articulation des lieux de vie habitante avec les espaces communs de la résidence en témoigne. L'analyse des usages des espaces internes à la résidence et des entretiens des Kapseurs montre que ces choix d'architecture contribuent fortement à une vie collective à la fois instituante et instituée car de fait les espaces tiennent cette caractéristique dans sa fonction d'usage. Je pense que malgré un lieu d'implantation par rapport au quartier cet équilibre interne à la résidence aide à trouver une articulation plus sereine avec l'espace public de proximité, où pourtant un point de deal quasi permanent est installé face à la résidence.

Cette résidence n'est pas le produit d'un accord avec un bailleur social dans une relation duelle avec l'AFEV mais résulte du travail d'une maîtrise d'ouvrage partagée et d'une création institutionnelle et financière spécifique de la Caisse des dépôts et consignations en lien avec la municipalité. Cette autonomie relative permet d'éviter la dépendance dans une relation duelle par rapport au bailleur social, donc les risques de dérives instrumentales des Kapseurs.

En contrepoint, l'expérience des Kaps à Toulouse nous paraît plus interrogeable. De fait, les bâtiments où sont logés les Kapseurs sont l'objet de grandes questions aujourd'hui en termes de conceptions architecturales et d'espaces vécus. Ces espaces ainsi que les cités sur dalle sont aujourd'hui anxiogènes et porteurs de possibilités transgressives. C'est ainsi que dans ces quartiers les sous-sols, en particulier les caves et les coursives d'immeubles, sont devenus fermes et inaccessibles. Je n'ai pas fait d'étude suffisamment approfondie des usages de la résidence au Mirail à Toulouse, mais les entretiens des Kapseurs ne montrent pas la même fonction de réassurance que celle du Mistral à Grenoble. Je pense, qu'outre les choix d'implantation, les caractéristiques architecturales et les conceptions d'usage des colocations étudiantes jouent un rôle dans la dynamique et l'équilibre de la vie des résidences étudiantes.

Cette prise en compte de ces aspects par l'AFEV peut contribuer au développement de la culture partagée des Kaps et peut aider l'AFEV dans son dialogue avec les CROUS et les concepteurs de ces habitats dans les quartiers populaires pour les jeunes étudiants. Ceci suppose un travail plus approfondi des responsables de l'AFEV en lien avec des architectes et des chercheurs de l'habitat pour créer des repères culturels spécifiques internes à cette organisation.

Dans cette évaluation menée sur trois ans en coopération avec l'AFEV au niveau national et local, nous nous sommes tenus à distance des enjeux de l'organisation et de la vie pédagogique assumant l'accueil et l'accompagnement des jeunes. Nous avons privilégié

l'écoute des kapseurs en tant que destinataires, et des acteurs de la maîtrise d'œuvre et de la maîtrise d'ouvrage en tant que partenaires externes à l'AFEV.

Cependant les entretiens dans leur ensemble montrent l'importance de l'accueil et des dynamiques pédagogiques des jeunes pour vivre cette expérience d'autonomie par l'habitat. Il ne suffit pas de créer des logements en résidences étudiantes pour qu'ils deviennent des supports d'appropriation en termes d'habitat, prenant en compte en particulier les dialectiques d'appropriation selon les espaces et les capacités des jeunes à investir et s'approprier ces espaces de proximité.

La présence d'équipes locales associant des professionnels de l'AFEV et des jeunes en services civiques permet cet accueil et cet accompagnement. A de nombreux moments ces acteurs de l'AFEV sont absorbés par le règlement de problèmes quotidiens, à la fois avec les acteurs du quartier mais aussi les bailleurs. Les impayés de loyer, les conditions de sortie du logement constituent des enjeux importants et sont au cœur de l'expérience habitante des jeunes. Je pense cependant qu'au-delà des règles de vie et du règlement de ces difficultés de gestion, la définition plus précise de projets pédagogiques permettrait à la fois une autoréflexion plus importante contribuant ainsi à la culture pédagogique de l'AFEV et à la mise en lumière de l'importance de ces pédagogies de l'accueil et de l'accompagnement. Notre expérience de l'accueil de jeunes dans des séminaires internationaux, les réflexions cliniques avec les éducateurs, les psychanalystes nous ont permis de préciser à quelles conditions aujourd'hui les jeunes peuvent devenir des démocrates. Ceci suppose un accueil, un cadre contenant, une expérience d'habitat où la vie collective et les relations avec l'environnement sont prises en compte. L'expérience pédagogique de l'AFEV à ce propos suppose plus d'élaboration et de formalisation interne, cette approche peut contribuer à la transmission lors de l'arrivée de nouveaux jeunes Kapseurs.

Bibliographie :

Michel Bonetti, Barbara Allen, *L'Habiter, un impensé de la politique de la ville*, Editions de l'Aube, 2018.

Joëlle Bordet, Philippe Gutton. *Adolescence et idéal démocratique. Accueillir les jeunes des quartiers populaires*. Editions In Press, 2014.

Michel Conan. Programme de transformation des FJT. Caisse des dépôts

Bernard Salignon, *Qu'est-ce qu'habiter ?*, Editions La Villette, collection Penser l'espace, 2010.

Recommandations, propositions à l'issue de l'évaluation des colocations étudiantes, les Kaps

Ce texte a pour but de présenter de façon synthétique des recommandations et des propositions, en référence à l'ensemble de l'évaluation des colocations étudiantes de l'AFEV, les Kaps, menée sur trois ans et sur six sites en France.

1. Continuer, rendre plus explicite et formaliser l'expérience de l'habitat en milieu

- L'évaluation a montré que la vie dans les colocations étudiantes en milieu urbain et l'accompagnement que cela suppose pour l'AFEV constitue une expérience d'autonomie pour les jeunes et s'inscrit dans une dynamique d'éducation populaire. Continuer à expliciter et à rendre lisible cette caractéristique des Kaps est important pour poursuivre une autoévaluation et favoriser la pérennisation de cet engagement de l'AFEV.
- L'évaluation a montré de façon approfondie les différences d'expérience pour les jeunes entre l'habitat en milieu diffus ou en résidence (cf. note de synthèse). L'expérience en milieu diffus permet aux Kapseurs de se vivre et d'être vécus comme « voisin » au sens de la proximité et permet de développer des rapports singuliers avec le voisinage et des activités au profit de cette collectivité de proximité. Cette reconnaissance dans la proximité contribue à créer des dynamiques de coopération plus instituées avec les partenaires locaux. L'expérience en résidence permet une expérience de vie collective importante et de tisser des liens plus institués avec les partenaires du quartier mais plus à distance du voisinage immédiat. Pour anticiper et faire des choix stratégiques, il est important, au-delà des opportunités locales, de prendre en compte ces différences structurelles des Kaps pour définir le projet pédagogique et l'accompagnement le plus adéquat.
- Les dernières évaluations, en particulier à Grenoble, de la résidence du quartier Mistral, a montré toute l'importance du projet architectural pour favoriser l'équilibre de la vie collective des étudiants en lien avec le quartier. Alors que le lieu d'implantation est complexe, la possibilité d'une inscription positive dans l'environnement tient à l'intelligence architecturale de cette résidence créée *ex nihilo*. Il ne s'agit pas dans ce cas de d'installer dans des espaces d'habiter déjà existants, parfois problématiques sur le plan de l'architecture et de l'habitat, mais de créer un espace d'appropriation adapté aux colocations étudiantes. Le montage financier et institutionnel est lui-même significatif de l'implication de la maîtrise d'ouvrage locale. Alors qu'aujourd'hui le développement de l'habitat étudiant s'intensifie, l'AFEV peut envisager de proposer la création de résidences étudiantes en intégrant les valeurs d'usage et d'appropriation en lien avec son projet pédagogique.

2. Les colocations étudiantes, les Kaps, un habitat transitionnel entre la ville, le quartier et l'université

- Pris entre une approche idéologique de l'engagement portée en particulier par l'AFEV et certains partenaires comme les responsables municipaux et une approche d'utilité fonctionnaliste portée en particulier par les bailleurs sociaux et par certains professionnels socioéducatifs, les Kaps ne sont pas lus comme des espaces transitionnels entre la ville dans sa centralité urbaine, le quartier et l'université. Pourtant l'analyse des cartes d'usage réalisées auprès des Kapseurs et les entretiens montre cette dynamique de transitionnalité. Les jeunes ne sont pas des habitants des quartiers populaires, ils sont principalement des étudiants dans des situations transitoires d'habitat. Leur vie s'inscrit dans ces transitions entre leur lieu d'habitat, le quartier, le centre-ville et l'université. Selon les sites, ces modes de transitionnalité sont très différents mais dans toutes les situations ces étudiants favorisent les transitions et contribuent au désenclavement des quartiers populaires, à l'ouverture de l'université sur l'espace urbain et à la transformation des ségrégations. Dans cette perspective, c'est un acteur de la mixité sociale. Cet acquis du travail n'est pas assez porté de façon explicite par l'AFEV, ceci ne permet de le prendre suffisamment en compte dans les choix d'implantation des Kaps et dans les relations partenariales de la maîtrise d'ouvrage.
- Portés de façon volontaire par l'AFEV, dans une dynamique militante et idéologique, les Kaps ne sont pas suffisamment reconnus dans leur utilité sociale dans une co-responsabilité de la maîtrise d'ouvrage. Ils peuvent parfois même constituer des effets d'aubaine pour transformer des vacances de logements ou servir d'opportunité pour tenter de requalifier des quartiers en difficulté, confrontés au deal et à l'illégalité. L'évaluation montre que ces effets d'aubaine, en particulier par rapport à ces requalifications, s'avèrent négatifs et créent des difficultés aux étudiants et à l'AFEV. Dépasser de telles approches suppose une autre reconnaissance des Kaps et le développement d'une responsabilité partagée dans des partenariats de maîtrise d'ouvrage partagée. Ce n'est pas facile et ceci suppose un fort effort pour l'AFEV de qualification pour être interlocuteur de ces maîtrises d'ouvrage et un développement stratégique des KAPS. La mise à jour de ces transitionnalités en lieu avec la fonction d'habitat peut aider à renforcer ces maîtrises d'ouvrage locale.
- Au-delà de la position éthique d'une responsabilité partagée par la maîtrise d'ouvrage, il est important que l'AFEV se dote de qualifications et d'outils techniques pour inscrire les Kaps dans cette dynamique de transitionnalité. La définition de diagnostics préalables à la mise en œuvre de Kaps doit pouvoir aider à anticiper les difficultés et les possibilités des futurs Kaps ; la définition de critères et d'indicateurs doit permettre de mieux appréhender au fur et à mesure ce que produisent de façon qualitative et quantitative ces colocations étudiantes dans la dynamique des territoires. Ces outils sont importants pour objectiver l'action menée et son intérêt pour les dynamiques d'équilibre local. Les rapports d'activités ne peuvent pas suffire pour favoriser l'engagement des partenaires dans une coresponsabilité.

3. L'engagement dans la vie sociale des quartiers populaires, un axe central des Kaps et du projet politique de l'AFEV

- Le projet et le développement des Kaps sont au cœur du projet politique et idéologique de l'AFEV. L'évaluation en montre tout l'intérêt et la diversité de la mise en œuvre, selon les sites, les kapseurs et les professionnels de l'AFEV. Rendre visible, rendre compte de ces engagements, de ces activités au sein des instances de coopération locales sont des axes de travail importants. Ceci suppose une connaissance approfondie par les responsables de l'AFEV, de ces implications et de ces activités. La référence à un projet pédagogique défini en interne et en externe de l'AFEV pourrait aider à rendre plus lisibles ces engagements et favoriserait leur continuité.
- Pour analyser ces dynamiques locales nous avons différencié les dynamiques instituées et les dynamiques instituantes. Les dynamiques instituées supposent de fortes relations avec les professionnels et les institutions locales, et ouvrent des possibilités d'implication facilement lisibles par les Kapseurs. Les dynamiques instituantes, au quotidien, particulièrement dans le voisinage, sont moins facilement lisibles et reconnues en termes d'engagement. Pourtant, leur richesse et leur intérêt pour les jeunes Kapseurs et les habitants ont été confirmés. Il est important de les analyser pour en rendre compte au-delà de la recherche d'un équilibre social local. Ces analyses en lien direct avec les Kapseurs et les professionnels de proximité en particulier les jeunes en Service Civique peuvent contribuer à renforcer la culture partagée de l'AFEV.
- La réflexion à l'échelle globale des territoires, mettant en lien les différentes formes de présence de l'AFEV, qu'il s'agisse de l'accompagnement scolaire dans les familles, ou des actions des Kapseurs, peut aider à mieux faire reconnaître l'AFEV comme partenaire du développement local à la charnière de la maîtrise d'œuvre et de la maîtrise d'ouvrage. Ces expériences et ces analyses constituent un acquis important au niveau local et au niveau national à la fois du bénévolat, du militantisme et du volontariat. Ces trois catégories fortement à l'œuvre dans l'évolution des politiques sociales et éducatives en France supposent d'être précisées. L'expérience et la pensée politique et militante de l'AFEV peuvent beaucoup y contribuer et aider à renouveler la notion d'Education populaire.